



Rapport annuel de gestion

17
18

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'École nationale de police du Québec (l'École) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans les autres sections de ce rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction de l'École reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité administratif, dont certains membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'École, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité administratif pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Yves Guay
Directeur général

Nathalie Bournival, CPA, CA
Directrice des services administratifs et technologiques

Nicolet, le 25 octobre 2018



Rapport annuel de gestion

17
18**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'École nationale de police du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2018, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'École nationale de police du Québec au 30 juin 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Roch Guérin CPA auditeur, CA

Roch Guérin, CPA auditeur, CA
Directeur principal

Montréal, le 25 octobre 2018



Rapport annuel de gestion

17
18

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
De l'exercice clos le 30 juin 2018

	2018 Budget	2018 Réal	2017 Réal
REVENUS			
Contributions des corps de police (note 4)	14 211 920 \$	14 178 879 \$	14 052 626 \$
Formation (note 5)	10 868 727	12 137 111	10 320 489
Hébergement (note 5)	4 779 456	5 428 555	4 531 008
Subvention du gouvernement du Québec – loyer	5 395 300	5 395 300	5 395 300
Ventes de services	1 532 009	1 375 562	1 867 570
Intérêts	55 000	107 615	64 588
Autres	394 044	458 825	506 277
	37 236 456	39 081 847	36 737 858
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux (note 6)	22 286 236	23 903 232	20 828 493
Loyer – Société québécoise des infrastructures	9 051 153	8 867 350	8 633 058
Matériel pédagogique, fournitures et autres (note 7)	2 006 890	2 434 052	2 074 622
Services professionnels	1 825 575	2 072 940	1 905 317
Transport et communication	690 925	535 101	528 450
Entretien et réparations	287 793	327 621	303 198
Location de matériel et autres	267 884	288 229	168 530
Amortissement des immobilisations corporelles	820 000	731 312	875 516
	37 236 456	39 159 837	35 317 184
(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE	-	(77 990)	1 420 674
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	4 247 626	4 247 626	2 826 952
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	4 247 626 \$	4 169 636 \$	4 247 626 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Rapport annuel de gestion

17
18

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
Au 30 juin 2018

	2018	2017
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	748 131 \$	2 443 681 \$
Créances	4 792 439	4 364 258
Subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer	5 395 300	5 395 300
Contributions des corps de police à recevoir		
Premier versement	9 684 396	9 592 556
Deuxième versement	4 607 477	4 548 658
	25 227 743	26 344 453
PASSIFS		
Emprunts à court terme (note 8)	-	2 150 000
Charges à payer et frais courus		
Traitements et avantages sociaux	3 117 542	3 035 228
Autres charges à payer	2 312 692	1 335 436
Revenus reportés (note 9)		
Contributions des corps de police	10 718 905	10 605 911
Subvention du gouvernement du Québec – loyer	4 046 475	4 046 475
Autres	850 755	982 525
Provision pour vacances	1 668 390	1 487 746
Provision pour congés de maladie (note 10)	1 885 235	1 857 231
	24 599 994	25 500 552
ACTIFS FINANCIERS NETS	627 749	843 901
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 11)	2 135 231	2 023 367
Stocks	380 892	331 395
Loyer payé d'avance	766 917	857 143
Charges payées d'avance	258 847	191 820
	3 541 887	3 403 725
EXCÉDENT CUMULÉ	4 169 636 \$	4 247 626 \$

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 13)

ÉVENTUALITÉS (note 16)

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS (note 17)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,

Ginette Fortin, FCPA, FCGA
Présidente du conseil d'administration

Yves Guay
Directeur général



Rapport annuel de gestion

17
18

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
De l'exercice clos le 30 juin 2018

	2018 Budget	2018 Réel	2017 Réel
(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE	- \$	(77 990) \$	1 420 674 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 260 000)	(843 810)	(549 213)
Amortissement des immobilisations corporelles	820 000	731 312	875 516
Perte à la cession d'immobilisations corporelles		634	-
	(440 000)	(111 864)	326 303
Acquisition de stocks		(302 618)	(272 072)
Augmentation de charges payées d'avance		(252 325)	(176 967)
Consommation des stocks		253 121	212 258
Utilisation d'un loyer payé d'avance		90 226	90 225
Utilisation de charges payées d'avance		185 298	179 604
		(26 298)	33 048
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	(440 000)	(216 152)	1 780 025
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) AU DÉBUT DE L'EXERCICE	843 901	843 901	(936 124)
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	403 901 \$	627 749 \$	843 901 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Rapport annuel de gestion

17
18

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
De l'exercice clos le 30 juin 2018

	2018	2017
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Déficit) Excédent de l'exercice	(77 990) \$	1 420 674 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	731 312	875 516
Perte à la cession d'immobilisations corporelles	634	-
Revenus reportés	(15 584 877)	(15 408 242)
Loyer payé d'avance	90 226	90 225
Charges payées d'avance	(67 027)	2 637
	(14 829 732)	(14 439 864)
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Créances	(428 181)	(503 112)
Contributions des corps de police à recevoir	(150 659)	(118 117)
Charges à payer et frais courus	1 041 027	416 321
Revenus reportés - Encaissements	15 566 101	15 634 901
Provision pour vacances	180 644	5 523
Provision pour congés de maladie	28 004	(63 092)
Stocks	(49 497)	(59 814)
	16 187 439	15 312 610
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	1 279 717	2 293 420
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et		
flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(825 267)	(587 888)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Nouvel emprunt	-	2 150 000
Emprunt remboursé	(2 150 000)	(1 700 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 150 000)	450 000
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	(1 695 550)	2 155 532
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 443 681	288 149
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	748 131 \$	2 443 681 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Rapport annuel de gestion

17
18

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC NOTES COMPLÉMENTAIRES Au 30 juin 2018

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'École nationale de police du Québec (l'École), corporation mandataire du gouvernement constituée par la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1), a pour mission, en tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration des activités relatives à la formation policière, d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence de cette dernière.

À ce titre, l'École a l'exclusivité de la formation initiale du personnel policier permettant d'accéder aux pratiques de patrouille-gendarmerie, d'enquête et de gestion policière, exception faite de la formation acquise dans le cadre d'un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales en techniques policières.

L'École offre également des activités de perfectionnement professionnel et effectue de la recherche orientée vers la formation. Elle offre en outre des activités de perfectionnement de service destinées à répondre aux besoins des différents corps de police.

Dans le cadre de l'élaboration de ses programmes de formation initiale, l'École consulte, s'il y a lieu, des établissements d'enseignement universitaire relativement à la reconnaissance de ces programmes comme étant de niveau universitaire.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, chapitre I-3) et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C., 1985, 5e suppl.), l'École n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Aux fins de la préparation des états financiers, l'École utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

Utilisations d'estimations

La préparation des états financiers de l'École, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Des estimations et hypothèses ont été utilisées pour évaluer les principaux éléments, tels que la durée de vie utile des immobilisations et l'évaluation des provisions pour vacances, pour congés de maladie et pour l'équité salariale. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ni libellé en devises.

Instruments financiers

La trésorerie, les créances (à l'exception des taxes à la consommation), la subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer et les contributions des corps de police à recevoir sont classées dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.



ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2018

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers (suite)

Les emprunts à court terme, les charges à payer et frais courus (à l'exception des avantages sociaux à payer et des taxes à la consommation) ainsi que la provision pour vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint.

Les services reçus et rendus à titre gratuit ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

Revenus

Les contributions des corps de police sont constatées à titre de revenus de l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Les revenus de subvention du gouvernement du Québec sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que l'École a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en revenus reportés lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Elles sont comptabilisées en revenus à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Les revenus provenant de la formation, de l'hébergement, des ventes de services, des intérêts et les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

Charges

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'École ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Actifs financiers

Trésorerie

La trésorerie se compose du solde bancaire.



Rapport annuel de gestion

17
18

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2018

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Passif

Revenus reportés

Le revenu reporté relatif aux contributions des corps de police représente la portion des contributions pour les services qui seront rendus lors de l'exercice subséquent, puisque les contributions annuelles sont exigibles au 30 juin et couvrent la période du 1^{er} avril au 31 mars. Le revenu reporté relatif à la subvention du gouvernement du Québec – loyer représente le montant reçu de ce dernier afin de financer la charge de loyer de l'École pour l'exercice subséquent. Les autres revenus reportés sont principalement constitués des revenus de formation et d'hébergement perçus d'avance au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie.

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront majoritairement prises dans l'exercice suivant.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle.

Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Mobilier, équipements et matériel pédagogique	3 à 10 ans
Matériel roulant	5 ans
Améliorations locatives	5 à 10 ans
Équipements informatiques	3 ans
Progiciels et logiciels	3 et 5 ans
Infrastructure informatique et réseau de télécommunication	5 à 10 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'École de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans les résultats. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

Stocks

Les stocks de fournitures de bureau, de produits alimentaires, de munitions et de vêtements sont évalués au moindre du coût historique et du coût de remplacement. Les coûts sont établis selon la méthode de l'épuisement successif.



ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2018

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Loyer et charges payés d'avance

Le loyer et les charges payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin d'exercice pour des services dont l'École bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Ces montants sont imputés aux charges au moment où l'École bénéficiera des services acquis.

Le loyer payé d'avance correspond au déboursé effectué au cours de l'exercice 2015 pour la construction d'un nouveau pavillon de formation, conformément à la décision du Conseil du trésor 211946 du 6 novembre 2012. Le montant est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée restante du bail, lors de la mise en service du pavillon, soit 133 mois.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

Adoption de nouvelles normes comptables

Le 1er juillet 2017, l'École a adopté prospectivement les cinq nouvelles normes suivantes :

SP 2200, Information relative aux apparentés

Le chapitre SP 2200 définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les opérations entre apparentés. Des informations à fournir sont requises sur les opérations entre apparentés et les relations sous-jacentes lorsque ces opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées et ont, ou pourraient avoir, une incidence financière importante sur les états financiers.

SP 3210, Actifs

Le chapitre SP 3210 fournit des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans la norme SP 1000, Fondements conceptuels des états financiers, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatés. Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

SP 3320, Actifs éventuels

Le chapitre SP 3320 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

SP 3380, Droits contractuels

Le chapitre SP 3380 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que de leur échéancier.

SP 3420, Opérations interentités

Le chapitre SP 3420 établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière de l'École. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.



Rapport annuel de gestion

17
18

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 30 juin 2018

4. CONTRIBUTIONS DES CORPS DE POLICE

L'article 43 de la *Loi sur la police* (RLRQ, chapitre P-13.1) prévoit que l'École reçoit annuellement un financement équivalent à un pourcentage maximal de 1 % de la masse salariale des corps de police de la province de Québec, à l'exception des corps de police autochtones, selon des modalités déterminées par le gouvernement. Selon les modalités et les déclarations des masses salariales des corps de police, les totaux des contributions ont été calculés comme suit :

	2018	2017
Contributions de l'année civile 2016 pour 3 mois	3 572 968 \$	- \$
Contributions de l'année civile 2015 pour 9 mois	10 605 911	-
Contributions de l'année civile 2015 pour 3 mois	-	3 535 303
Contributions de l'année civile 2014 pour 9 mois	-	10 517 323
	14 178 879 \$	14 052 626 \$

5. FORMATION ET HÉBERGEMENT

	Formation		Hébergement	
	2018	2017	2018	2017
Formation aux aspirants policiers	3 387 506 \$	3 219 475 \$	1 926 506 \$	1 818 124 \$
Formation aux policiers	3 984 575	3 341 323	914 800	736 236
Formation sur mesure	4 219 506	3 275 614	1 428 795	1 141 417
Formation aux autochtones	456 708	386 774	65 021	52 310
Centre d'évaluation des compétences et aptitudes professionnelles	88 816	97 303	42 995	72 216
Services aux collectivités, cafétéria	-	-	1 050 438	710 705
	12 137 111 \$	10 320 489 \$	5 428 555 \$	4 531 008 \$

6. TRAITEMENTS ET AVANTAGES SOCIAUX

	2018	2017
Employés de l'École	20 993 810 \$	18 518 115 \$
Policiers municipaux	1 478 429	1 263 795
Policiers – Sûreté du Québec	591 517	595 890
Formateurs et conférenciers	839 476	450 693
	23 903 232 \$	20 828 493 \$

7. MATÉRIEL PÉDAGOGIQUE, FOURNITURES ET AUTRES

	2018	2017
Matériel pédagogique	1 456 838 \$	1 217 666 \$
Produits alimentaires et fournitures d'hébergement	828 322	729 642
Fournitures de bureau	148 892	127 314
	2 434 052 \$	2 074 622 \$



ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2018

8. EMPRUNTS À COURT TERME

Aux 30 juin 2017 et 2018, l'École était autorisée à contracter auprès d'institutions financières ou auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, des emprunts à court terme ou à utiliser une marge de crédit jusqu'à concurrence d'un montant total de 5 000 000 \$. Le 28 juin 2017, cette entente a été reconduite jusqu'au 30 juin 2020.

Au 30 juin 2018, la marge de crédit auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec n'était pas utilisée (2017 : 2 150 000 \$). Elle porte intérêt au taux d'intérêt quotidien équivalent au taux des acceptations bancaires à un mois majoré de 0,3 %, lequel taux d'intérêt était de 1,97 % au 30 juin 2018 (2017 : 1,28 %).

De plus, l'École détient une marge de crédit de 300 000 \$ auprès d'une institution financière dont l'entente prendra fin en mars 2022, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,65 %. Aux 30 juin 2018 et 2017, cette dernière n'était pas utilisée.

9. REVENUS REPORTÉS

	Contributions des corps de police	Subvention du gouvernement du Québec – loyer	Autres
Solde de début	10 605 911 \$	4 046 475 \$	982 525 \$
Constataction aux revenus de l'année	(10 605 911)	(4 046 475)	(932 491)
Encaissement de l'année	10 718 905	4 046 475	800 721
Solde de fin	10 718 905 \$	4 046 475 \$	850 755 \$

10. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

L'École dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par l'École.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours.

Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour le pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à l'École. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 30 juin :

	2018	2017
Taux de croissance annuelle des salaires	2,70 %	1,75 %
Taux d'actualisation	2,96 %	2,86 %
Durée résiduelle moyenne d'activités des salariés actifs	12 ans	12 ans



Rapport annuel de gestion

17
18

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2018

10. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE (suite)

Le tableau suivant présente les variations de la provision au cours de l'exercice :

	2018	2017
Solde au début de l'exercice	1 857 231 \$	1 920 323 \$
Charges de l'exercice	527 140	453 750
Prestations versées au cours de l'exercice	(499 136)	(516 842)
Solde à la fin de l'exercice	1 885 235 \$	1 857 231 \$

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Mobilier, équipements et matériel pédago- gique	Matériel roulant	Amélio- rations locatives	Équipe- ments informa- tiques	Progiciels et logiciels	Infra- structure informa- tique et réseau de télécom- muni- cation	2018 Total	2017 Total
Coût								
Solde au début	6 612 923 \$	1 939 784 \$	711 960 \$	1 804 050 \$	2 269 367 \$	343 696 \$	13 681 780 \$	13 812 875 \$
Acquisitions	321 436	165 078	88 482	168 700	69 500	30 614	843 810	549 213
Cessions et radiations	(24 496)	(262 560)	—	(129 069)	(5 000)	—	(421 125)	(680 308)
Solde à la fin	6 909 863 \$	1 842 302 \$	800 442 \$	1 843 681 \$	2 333 867 \$	374 310 \$	14 104 465 \$	13 681 780 \$
Amortissement cumulé								
Solde au début	5 562 967 \$	1 503 652 \$	643 631 \$	1 730 614 \$	2 074 007 \$	143 542 \$	11 658 413 \$	11 463 205 \$
Amortissement	358 148	153 712	23 519	74 679	51 937	69 317	731 312	875 516
Cessions et radiations	(23 862)	(262 560)	—	(129 069)	(5 000)	—	(420 491)	(680 308)
Solde à la fin	5 897 253 \$	1 394 804 \$	667 150 \$	1 676 224 \$	2 120 944 \$	212 859 \$	11 969 234 \$	11 658 413 \$
Valeur comptable nette au 30 juin 2018								
	1 012 610 \$	447 498 \$	133 292 \$	167 457 \$	212 923 \$	161 451 \$	2 135 231 \$	— \$
Valeur comptable nette au 30 juin 2017								
	1 049 956 \$	436 132 \$	68 329 \$	73 436 \$	195 360 \$	200 154 \$	— \$	2 023 367 \$

Au 30 juin 2018, des immobilisations corporelles pour un montant de 22 417 \$ (2017 : 3 874 \$) sont inscrites aux autres charges à payer.

Au 30 juin 2018, des acquisitions d'immobilisations corporelles au montant de 22 770 \$ (2017 : 75 397 \$) sont capitalisées, mais non encore amorties au 30 juin. La mise en service de ces immobilisations est prévue au cours du prochain exercice.



ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC NOTES COMPLÉMENTAIRES Au 30 juin 2018

12. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de l'École participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ). Ces régimes inter employeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2018, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 11,05 % à 10,97 % de la masse salariale admissible, le taux pour le RRPE et le RRAS, qui fait partie du RRPE, est passé de 15,03 % à 12,82 % et le taux du RRMSQ est demeuré à 8 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 2,97 % au 1^{er} janvier 2018 (4,94 % au 1^{er} janvier 2017) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi, l'École verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2018 correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible (9,88 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2017).

Les cotisations de l'École, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS ainsi que les cotisations d'employeur pour les membres de son personnel libérés par la Sûreté du Québec contribuant au RRMSQ, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 517 160 \$ (2017 : 1 446 391 \$). Les obligations de l'École envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

13. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'École s'est engagée en vertu d'une convention d'emphytéose avec la Société québécoise des infrastructures (SQI) échéant en 2028 pour la location d'immeubles et par divers contrats échéant jusqu'en 2022 pour la location de biens et de services pour un total de 90 467 587 \$ (2017 : 98 109 177 \$).

	Immeubles	Biens et services
	2018	2018
2018	- \$	- \$
2019	9 003 136	209 608
2020	9 003 136	120 872
2021	9 003 136	85 519
2022	9 003 136	16 647
2023	9 003 136	3 070
2024 et subséquemment	45 015 679	512
	90 031 359 \$	436 228 \$

L'École doit s'approvisionner pour certaines catégories d'achats auprès de fournisseurs ciblés par certains regroupements d'achats. Cette participation aux regroupements n'est pas un engagement formel, car les achats s'effectuent selon les besoins engendrés par les activités de l'École.

De plus, l'École a entrepris des discussions avec la Société québécoise des infrastructures afin que cette dernière acquière au nom de l'École un terrain d'une valeur de 233 000 \$. Cette acquisition aura lieu au cours du prochain exercice financier et sera incluse dans la convention d'emphytéose après l'obtention des autorisations nécessaires.



Rapport annuel de gestion

17
18

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

Au 30 juin 2018

14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'École est apparentée avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont composés des membres du conseil d'administration et du comité de direction ainsi que du directeur général de l'École.

L'École n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentés.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'École est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. L'École est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent l'École à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie, des créances, de la subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer et des contributions des corps de police à recevoir. Leur valeur comptable représente l'exposition maximale de l'École au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'elle est investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux créances, à la subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer et aux contributions des corps de police à recevoir est réduit puisque de nombreux clients sont des entités gouvernementales ou municipales.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux créances sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti, de même qu'en raison du nombre considérable des clients du gouvernement, municipaux et de moindre importance. Aux 30 juin 2018 et 2017, les montants à recevoir d'entités gouvernementales et municipales représentaient 88 % du montant total recouvrable.



ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2018

15. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Le tableau suivant présente le classement chronologique des créances (à l'exception des taxes à la consommation) au 30 juin 2018 :

	2018	2017
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	3 907 173 \$	3 580 169 \$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	244 888	187 848
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	120 142	156 208
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	277 310	159 734
	4 549 513 \$	4 083 959 \$

Quant à la subvention du gouvernement du Québec à recevoir – loyer, elle a été encaissée le 13 juillet 2018.

De plus, selon les modalités de versement des contributions des corps de police, le premier versement a été reçu le 30 juillet 2018 et le deuxième est recevable le 1^{er} février 2019. Quant à la contribution de la Sûreté du Québec, elle a été reçue en totalité le 17 août 2018.

L'École doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Selon les taux historiques de défaillance des comptes clients, l'École estime qu'il n'est pas nécessaire de comptabiliser une perte de valeur relative aux créances. Une provision pour créances douteuses d'un montant de 5 118 \$ a été jugée nécessaire par la direction au 30 juin 2018 (2017 : Aucune).

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'École ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que l'École ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

L'École finance ses charges de fonctionnement ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités de fonctionnement lesquels comprennent la subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec et les flux de trésorerie de financement. L'École respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de charges, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie.

L'École considère qu'elle détient suffisamment de trésorerie et de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

L'échéance estimative des passifs financiers, soit les charges à payer et les frais courus excluant les avantages sociaux et les taxes à la consommation à payer, totalisant 4 504 322 \$ au 30 juin 2018 (2017 : 3 457 281 \$) est de moins de 90 jours (2017 : moins de 90 jours), et celle de la provision pour vacances totalisant 1 668 390 \$ (2017 : 1 487 746 \$) est de moins d'un an (2017 : moins d'un an).

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'École est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.



Rapport annuel de gestion

17
18

ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
Au 30 juin 2018

15. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)*Risque lié aux taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Au 30 juin 2018, l'École n'avait contracté aucun emprunt à court terme (2017 : 2 150 000 \$). L'École n'a pas été exposée de façon significative aux risques liés aux taux d'intérêt.

16. ÉVENTUALITÉS**Réserve structurale**

Depuis le début de la convention d'emphytéose avec la SQI, la charge de loyer incluait, à titre de réserve structurale, une somme de 300 000 \$ par exercice, somme qui est passée par la suite à 376 000 \$, à 576 000 \$ et s'élève maintenant à 582 000 \$ depuis le 1^{er} décembre 2015 selon le projet d'entente. Ce montant est modifiable et évalué aux cinq ans selon les projets prévus et qualifiables dans la réserve structurale. Ces sommes versées annuellement sont cumulées et servent à payer des améliorations de nature structurale. La convention prévoit que l'École doit compenser tout montant déficitaire pendant la durée de l'entente et que le solde non décaissé lui sera remis au terme de cette dernière. La valeur de la réserve structurale s'élevait à 2 189 984 \$ au 30 juin 2018 (2017 : 1 887 362 \$). En raison de l'impossibilité d'estimer la valeur des montants déficitaires futurs ni le solde de la réserve structurale à l'échéance de la convention, aucun montant n'est comptabilisé à l'état de la situation financière de l'École.

Immeubles contaminés

Certains immeubles du campus sont touchés par la présence de pyrrhotite. Cette dernière se retrouve dans l'agrégat utilisé dans la composition du béton. Ces minéraux peuvent, dans certaines circonstances, provoquer un gonflement qui a pour effet de fissurer les éléments de béton. Des études et analyses périodiques sont entreprises afin de surveiller la situation. Une poursuite a été déposée le 21 juillet 2016 contre les entrepreneurs responsables de la construction de ces immeubles. Les sommes réclamées concernent les coûts estimés pour la reconstruction des bâtiments. La valeur des coûts de reconstruction est estimée à 5,2 millions de dollars. En date du 30 juin 2018, la direction n'a aucune information concernant l'issue probable de la poursuite. Par contre, elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation de l'École.

17. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Le 17 juillet 2018, le Tribunal administratif du travail a rejeté le recours en appel de l'École concernant des litiges liés à l'équité salariale. Des discussions sont toujours en cours avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) quant à la détermination des sommes devant être déboursées par l'École à la suite de ce jugement. Le détail des réclamations au 30 juin 2018 n'est pas présenté car il pourrait avoir des incidences négatives sur le dénouement de l'éventualité. Une provision a été comptabilisée au 30 juin 2017 et 2018.

18. INFORMATION COMPARATIVE

Certains chiffres de l'exercice 2017 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2018.

Les états financiers

Rapport de la direction

Les états financiers de l'École nationale des pompiers du Québec (l'École) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'École reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'École, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

ORIGINAL SIGNÉ

Jacques Proteau
Directeur général

Laval, le 26 octobre 2018



Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'École nationale des pompiers du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2018, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans

l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'École nationale des pompiers du Québec au 30 juin 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

ORIGINAL SIGNÉ

Louise Carrier, CPA auditrice, CA
Directrice principale

Montréal, le 26 octobre 2018

École nationale des pompiers du Québec

État des résultats et de l'excédent cumulé de l'exercice clos le 30 juin 2018

	Budget 2018	Réal 2018	Réal 2017
	\$	\$	\$
REVENUS			
Subvention du gouvernement du Québec	277 200	277 200	377 200
Formation	1 961 000	1 836 225	1 909 214
Publications	516 000	544 335	541 425
Autres revenus	71 000	160 493	74 198
Intérêts	19 000	29 240	18 566
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles		-	831
	<u>2 844 200</u>	<u>2 847 493</u>	<u>2 921 434</u>
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	1 485 000	1 128 976	1 264 691
Matériel pédagogique et frais de formation	375 000	277 019	290 326
Frais de déplacement	159 000	118 104	149 390
Systèmes d'information	125 000	127 735	117 244
Loyer	135 000	109 546	109 955
Frais de bureau	75 000	68 339	51 989
Honoraires	125 000	174 442	120 368
Télécommunications	12 000	9 002	10 002
Publicité et promotion	15 000	6 053	12 421
Autres frais	12 000	10 181	9 760
Amortissement des immobilisations corporelles	24 000	20 806	19 133
Radiation des immobilisations corporelles		13 690	-
	<u>2 542 000</u>	<u>2 063 893</u>	<u>2 155 279</u>
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	302 200	783 600	766 155
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>2 865 900</u>	<u>2 865 900</u>	<u>2 099 745</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	<u><u>3 168 100</u></u>	<u><u>3 649 500</u></u>	<u><u>2 865 900</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec
État de la situation financière
au 30 juin 2018

ACTIFS FINANCIERS	2018	2017
	\$	\$
Trésorerie	3 316 785	2 560 576
Débiteurs (note 4)	236 900	344 667
Taxes à la consommation à recevoir	-	450
Stocks destinés à la revente	171 864	188 229
	3 725 549	3 093 922
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 5)	252 712	295 496
Taxes à la consommation à payer	3 092	-
Revenus reportés	94 854	78 700
	350 658	374 196
ACTIFS FINANCIERS NETS	3 374 891	2 719 726
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 6)	21 135	40 296
Stocks de manuels en développement	222 968	78 442
Charges payées d'avance	30 506	27 436
	274 609	146 174
EXCÉDENT CUMULÉ	3 649 500	2 865 900

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 8)

Pour le conseil d'administration

ORIGINAL SIGNÉ

Jean Bissonnette
Président du conseil d'administration

ORIGINAL SIGNÉ

Charles Ricard
Administrateur

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec

État de la variation des actifs financiers nets de l'exercice clos le 30 juin 2018

	Budget 2018	Réel 2018	Réel 2017
	\$	\$	\$
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	302 200	783 600	766 155
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(15 335)	(16 138)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles		-	831
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles		-	(831)
Amortissement des immobilisations corporelles	24 000	20 806	19 133
Radiation des immobilisations corporelles		13 690	-
	<u>326 200</u>	<u>802 761</u>	<u>769 150</u>
Variation des stocks de manuels en développement		(144 526)	(78 442)
Variation des charges payées d'avance		(3 070)	60 983
		<u>(147 596)</u>	<u>(17 459)</u>
AUGMENTATION DES ACTIFS NETS	326 200	655 165	751 691
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>2 719 726</u>	<u>2 719 726</u>	<u>1 968 035</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>3 045 926</u>	<u>3 374 891</u>	<u>2 719 726</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec
État des flux de trésorerie
de l'exercice clos le 30 juin 2018

	2018	2017
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	783 600	766 155
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Gain à la disposition d'immobilisations corporelles	-	(831)
Amortissement des immobilisations corporelles	20 806	19 133
Radiation des immobilisations corporelles	13 690	-
	<u>818 096</u>	<u>784 457</u>
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	107 767	2 599
Taxes à la consommation à recevoir	450	6 795
Stocks destinés à la revente	16 365	(42 594)
Créditeurs et charges à payer	(42 784)	(17 127)
Taxes à la consommation à payer	3 092	-
Revenus reportés	16 154	(21 456)
Stocks de manuels en développement	(144 526)	(78 442)
Charges payées d'avance	(3 070)	60 983
	<u>(46 552)</u>	<u>(89 242)</u>
Flux de trésorerie provenant des activités de fonctionnement	<u>771 544</u>	<u>695 215</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	-	831
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(15 335)	(16 138)
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>(15 335)</u>	<u>(15 307)</u>
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	756 209	679 908
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<u>2 560 576</u>	<u>1 880 668</u>
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>3 316 785</u>	<u>2 560 576</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2018

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'École nationale des pompiers du Québec (ci-après « l'École »), personne morale au sens du Code civil, a été instituée le 1^{er} septembre 2000 par la *Loi sur la sécurité incendie* (RLRQ, chapitre S-3.4). Elle a pour mission de veiller à la pertinence, à la qualité et à la cohérence de la formation professionnelle qualifiante des pompiers et des autres membres du personnel municipal travaillant en sécurité incendie.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3) et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C., 1985, 5^e suppl.), l'École n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables est cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers de l'École, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige le recours à des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présentés dans les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation et d'hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la provision pour allocation de transition. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises sont sans incidence à la fin de l'exercice.

Instruments financiers

La trésorerie et les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer et de l'allocation de transition à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement.

REVENUS

Les subventions liées au fonctionnement ne comportant aucune stipulation grevant leur utilisation sont comptabilisées aux résultats à titre de subvention du gouvernement du Québec lorsqu'elles sont autorisées et que tous les critères d'admissibilité sont satisfaits.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2018 (suite)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

REVENUS (suite)

Les revenus provenant de la formation et de la vente des publications sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison du bien a eu lieu ou les services ont été rendus;
- Le prix du bien ou du service est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est vraisemblablement assuré.

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent.

CHARGES

Les charges comprennent le coût des ressources qui sont consommées dans le cadre des activités de fonctionnement de l'exercice et qui peuvent être rattachées à ces activités.

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie

La trésorerie est constituée des soldes bancaires.

Stocks destinés à la revente

Les stocks de livres et manuels destinés à la revente sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

PASSIFS

Avantages sociaux futurs

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

Provision pour allocation de transition

Les obligations à long terme découlant de l'allocation de transition accumulée par le titulaire d'un emploi supérieur sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par le titulaire. Cette provision est comptabilisée à titre de traitements à payer au poste Créditeurs et charges à payer.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2018 (suite)

2. PRINCIPALES METHODES COMPTABLES (suite)

Avantages sociaux futurs (suite)

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont constitués de montants facturés pour des services non rendus conformément aux ententes contractuelles ainsi que des cotisations annuelles perçues des instructeurs et des gestionnaires de formation pour l'exercice subséquent.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon une méthode logique et systématique, en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Améliorations locatives	5 ans
Équipement informatique	3 ans
Mobilier et équipement	5 ans
Autres équipements	3 ans
Logiciels	3 ans
Site Web	3 ans

Lorsque la conjoncture économique indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'École de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats et de l'excédent cumulé. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

Stocks de manuels en développement

Les stocks de manuels en développement comprennent les coûts de licences, de traduction et de conception graphique encourus pour le développement de manuels et sont comptabilisés au coût historique ou au coût de remplacement, selon le moindre des deux montants. Ils sont imputés aux stocks destinés à la vente au moment où les manuels afférents ont été transformés en actifs qui sont en état d'être vendus.

Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont l'entité bénéficiera au cours du ou des prochains exercices. Elles sont imputées aux charges au moment où l'entité bénéficiera des services acquis.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2018 (suite)

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint.

Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Quant aux services reçus à titre gratuit, ils ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

Adoption de nouvelles normes comptables

Le 1^{er} juillet 2017, l'École a adopté les cinq nouvelles normes suivantes :

Norme	Adoption
SP 2200, <i>Information relative aux apparentés</i>	Prospective
SP 3210, <i>Actifs</i>	Prospective
SP 3320, <i>Actifs éventuels</i>	Prospective
SP 3380, <i>Droits contractuels</i>	Prospective
SP 3420, <i>Opérations interentités</i>	Prospective

Le chapitre SP 3420 établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

Le chapitre SP 2200 définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les opérations entre apparentés. Des informations à fournir sont requises sur les opérations entre apparentés et les relations sous-jacentes lorsque ces opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées et ont, ou pourraient avoir, une incidence financière importante sur les états financiers.

Le chapitre SP 3210 fournit des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans la norme SP 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatés. Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

Le chapitre SP 3320 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

Le chapitre SP 3380 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que de leur échéancier.

L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière de l'École. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires
au 30 juin 2018 (suite)

4. DÉBITEURS

Les créances provenant des réseaux des commissions scolaires et des cégeps représentent 6 111 \$ (55 803 \$ en 2017).

5. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2018	2017
	\$	\$
Fournisseurs	37 878	30 723
Frais courus	32 205	52 648
Traitements à payer	70 213	65 717
Provision pour vacances	77 951	76 447
Avantages sociaux à payer	34 465	69 961
	<u>252 712</u>	<u>295 496</u>

Les traitements à payer comprennent l'allocation de transition. Celle-ci est payable au titulaire d'un emploi supérieur qui ne bénéficie pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, et dont le mandat n'est pas renouvelé à son terme par le gouvernement. Selon les règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein, cette allocation correspond à un mois de salaire par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois. Elle se calcule sur la base du traitement que le titulaire reçoit au moment de son départ et en proportion du temps pendant lequel il a exercé ses fonctions.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires
au 30 juin 2018 (suite)

	Améliorations locatives	Équipement informatique	Mobilier et équipement	Autres équipements	Logiciels	Site Web	2018 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au début	280 740	20 134	98 061	68 053	175 291	59 142	701 421
Acquisitions	-	-	14 990	-	-	345	15 335
Radiations	-	(4 667)	(1 578)	-	-	(59 487)	(65 732)
Solde à la fin	280 740	15 467	111 473	68 053	175 291	-	651 024
Amortissement cumulé							
Solde au début	280 740	14 777	93 770	50 750	175 291	45 797	661 125
Amortissement de l'exercice	-	5 154	3 811	11 841	-	-	20 806
Radiations	-	(4 667)	(1 578)	-	-	(45 797)	(52 042)
Solde à la fin	280 740	15 264	96 003	62 591	175 291	-	629 889
Valeur comptable nette	-	203	15 470	5 462	-	-	21 135

	Améliorations locatives	Équipement informatique	Mobilier et équipement	Autres équipements	Logiciels	Site Web	2017 Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au début	280 740	20 134	96 571	68 053	175 291	45 797	686 586
Acquisitions	-	-	2 793	-	-	13 345	16 138
Radiations	-	-	(1 303)	-	-	-	(1 303)
Solde à la fin	280 740	20 134	98 061	68 053	175 291	59 142	701 421
Amortissement cumulé							
Solde au début	280 740	9 621	94 294	37 552	175 291	45 797	643 295
Amortissement de l'exercice	-	5 156	779	13 198	-	-	19 133
Radiations	-	-	(1 303)	-	-	-	(1 303)
Solde à la fin	280 740	14 777	93 770	50 750	175 291	45 797	661 125
Valeur comptable nette	-	5 357	4 291	17 303	-	13 345	40 296

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2018 (suite)

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les employés participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Le 1^{er} janvier 2018, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé de 11,05 % à 10,97 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE et le RRAS qui fait partie du RRPE est passé de 15,03 % à 12,82 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations versées par l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 2,97 % au 1^{er} janvier 2018 (4,94 % au 1^{er} janvier 2017) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour la partie à verser par les employeurs. Ainsi l'École versera un montant supplémentaire pour l'année civile 2018 correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible (9,88 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2017).

Les cotisations de l'École, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 102 069 \$ (2017 : 115 103 \$). Les obligations de l'École envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

8. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'École s'est engagée, en vertu de contrats pour le support et l'hébergement d'un logiciel, la location d'un photocopieur et la traduction de manuels, à verser un montant total de 421 263 \$ jusqu'en 2023 (2017 : 45 597 \$). Les versements minimums exigibles des prochains exercices seront les suivants pour les prochains exercices :

2019	221 438 \$
2020	128 764 \$
2021	65 764 \$
2022	2 764 \$
2023	2 533 \$

Les obligations contractuelles avec des parties apparentées sont de 92 674 \$ (0 \$ en 2017).

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'École est apparentée avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont le directeur général ainsi que les autres membres du conseil d'administration.

Une entité contrôlée par le gouvernement a offert gratuitement à l'École des services pour le développement et l'hébergement de son site web. Aucun coût n'a été comptabilisé à l'état des résultats de l'École concernant ces services.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2018 (suite)

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

À l'exception de cette transaction, l'École n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

10. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, l'École est exposée au risque de crédit et au risque de liquidité. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. L'École est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent l'École à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie et des débiteurs.

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit.

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'elle est investie auprès d'institutions financières réputées.

Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit puisque ses clients sont principalement des entités gouvernementales ou municipales. La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti, de même qu'en raison du nombre considérable des clients du gouvernement, des municipalités et de moindre importance. Au 30 juin 2018, les débiteurs provenant d'opérations conclues avec des entités gouvernementales et municipales représentaient 83 % (2017 : 83 %).

Le tableau suivant présente le classement chronologique des créances :

	2018	2017
	\$	\$
30 jours et moins suivant la date de facturation	206 086	296 308
Entre 31 et 60 jours suivant la date de facturation	30 663	47 881
Entre 61 et 90 jours suivant la date de facturation	151	478
	<u>236 900</u>	<u>344 667</u>

L'École doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Elle enregistre des provisions pour tenir compte des pertes de crédit potentielles et, à ce jour, ces pertes n'ont pas excédé les prévisions de la direction. Aux 30 juin 2018 et 2017, les créances n'étaient pourvues d'aucune provision pour créances douteuses.

École nationale des pompiers du Québec

Notes complémentaires au 30 juin 2018 (suite)

10. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'École ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que l'École ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

L'École finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles par les flux de trésorerie provenant de ses activités de fonctionnement. L'École établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

L'École considère qu'elle détient suffisamment de trésorerie et d'actifs financiers afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme.

Au 30 juin 2018, l'échéance estimative des passifs financiers, soit les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux et de l'allocation de transition à payer totalisant 179 891 \$ (2017 : 198 198 \$), est principalement de moins de 90 jours (2017 : moins de 90 jours).